

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ETUDE

SUR LA

CURATELLE DES BIENS VACANTS AUX COLONIES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 6 juin 1907, à 2 heures 1/2

PAR

L. SIGOGNE

Ancien élève breveté de l'école Coloniale
Avocat à la Cour

Président : M. LESEUR, professeur.

Suffragants : { *MM. PERREAU, professeur.*
TISSIER, professeur.

PARIS

IMPRIMERIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ETUDE

SUR LA

CURATELLE DES BENS VACANTS AUX COLONIES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 6 juin 1907, à 2 heures 1/2

PAR

L. SIGOGNE

Ancien élève breveté de l'école Coloniale
Avocat à la Cour

Président : M. LESEUR, professeur.

*Suffragants : { MM. PERREAU, professeur.
 TISSIER, professeur.*



PARIS

IMPRIMERIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552824_0056

INTRODUCTION

Les successions vacantes ont été de tout temps l'objet de mesures de protection spéciales de la part du législateur colonial, la législation métropolitaine lui paraissant insuffisante. Dans les temps voisins de la colonisation, le pays était peu salubre et les Européens qui s'y rendaient pour chercher les aventures ou la fortune partaient généralement seuls, une famille eût été un embarras. Les successions vacantes étaient nombreuses, car les décès étaient fréquents et rare était la présence des héritiers. Il était donc sage, à une époque où les communications étaient lentes et difficiles, où un héritier ne pouvait connaître l'ouverture d'une succession que de longs mois après la mort du colon, de prévoir des mesures de conservation pour assurer la transmission intégrale des biens vacants aux véritables ayant-droit. L'héri-

tier ainsi avisé ne pouvait raisonnablement songer à aller lui-même recueillir ce patrimoine, et il lui était aussi impossible de trouver dans la colonie un mandataire. Il n'existait encore ni notaire, ni agent d'affaires, ni avoué. Dans le sein d'une population qui ne présentait encore aucune densité, population très occupée et peu lettrée, trouver un curateur pour chaque succession eût été chose difficile. On songea donc de bonne heure à créer un curateur général des biens vacants, une espèce de fonctionnaire liquidateur qui réaliserait les successions et en ferait tenir le produit aux nouveaux propriétaires. Ce curateur devait apporter ses soins non seulement aux successions, mais encore à tous les biens qui, sans que le propriétaire fût décédé, se trouvaient abandonnés, par exemple, lorsque le directeur d'un comptoir tenu pour une maison métropolitaine disparaissait.

Des documents anciens et nombreux constatent l'existence de cette curatelle qui avait ses principes, ses formules, sa comptabilité, et quelquefois même une forme spéciale de procéder en justice. (Arrêt du Conseil souverain de la Martinique, 8 mai 1734. Arrêt du Conseil supérieur de l'île Bourbon, 11 mars 1768.)

Ces règlements locaux ne précisaien pas suffisamment les cas d'intervention du curateur d'office ; des

conflits naissaient souvent entre les curateurs et les exécuteurs testamentaires, et, pendant que leurs prétentions se discutaient, les successions étaient mises au pillage.

Sous le ministère du comte de Castries, ces documents furent rassemblés, épurés, coordonnés et il en sortit l'Édit du Roi du 24 novembre 1871.

Cet édit fut rédigé avec soin. Tout semblait avoir été prévu pour assurer une bonne et sûre gestion toujours profitable soit aux héritiers, soit à l'État. Dans la pratique c'est le contraire qui survint, l'administration des curateurs fut déplorable, elle donna souvent le spectacle d'une étrange spoliation.

Une disposition malencontreuse de l'Édit autorisait le curateur à garder entre ses mains tous les fonds d'une succession jusqu'à ce qu'elle tombât en déshérence, c'est-à-dire pendant cinq ans. Le curateur ayant dans sa caisse des capitaux considérables, était tenté de les faire fructifier à son profit, sauf à les restituer au moment opportun. Il les hasardait dans des spéculations faites sous le nom d'un tiers et au moment de déposer ne pouvait plus les représenter.

Il y avait bien le cautionnement, mais la plupart du temps il ne représentait pas le dixième des sommes englouties. A chaque mécompte le pouvoir législatif prescrivait des mesures jugées propres à conju-

rer de nouvelles dilapidations et cela explique le grand nombre d'ordonnances et d'arrêtés, aujourd'hui sans objet, qui encombrent les recueils de législation coloniale.

Cet ordre et cette régularité si désirés sont enfin entrés dans l'administration des curateurs avec l'Ordonnance Royale du 16 juin 1832 qui confia la curatelle aux receveurs de l'enregistrement. L'arrêté du 15 octobre 1833 obligea ces nouveaux curateurs à déposer chaque mois dans les caisses du Trésor l'intégralité des sommes perçues.

Ces principes ont été maintenus et reproduits dans le Décret du 27 janvier 1855 qui établissait un nouveau mode d'administration des successions et biens vacants. Ce Décret ne concernait que les colonies des Antilles et de la Réunion; mais ses dispositions ont été étendues successivement à la Guyane (Décret du 19 décembre 1857), au Sénégal (Décret du 22 novembre 1861), à Mayotte (Décret du 9 février 1867) et aux établissements d'Océanie (Décret du 31 juillet 1867).

Enfin un Décret du 14 mars 1890 a rendu applicable le décret du 27 janvier 1855 à toutes les colonies de la République Française.

Aujourd'hui donc dans toutes les colonies, l'administration des successions et biens vacants est sou-

mise aux règles tracées en 1855. La comptabilité de la curatelle est également régie d'une manière uniforme par l'arrêté ministériel du 20 juin 1864.

Doit-on en conclure que l'unité de législation est désormais complète sur la matière ? Cela a été soutenu, avec grande documentation à l'appui, dans l'ouvrage le plus récent sur la matière, le *Traité de la Curatelle coloniale* par M. BOUDILLON.

Le désir, légitime d'ailleurs, de voir toutes les possessions françaises soumises à un régime uniforme a été pris par cet auteur pour une réalité et il essaie de le démontrer.

L'article 2 du Décret du 27 janvier 1855 porte : « Ces receveurs « exercent toutes les attributions conférées par la législation coloniale aux curateurs d'office. »

Cette législation est contenue dans les actes visés en tête du Décret de 1855 :

Édit du 24 novembre 1781 concernant les Antilles ;

Les Arrêtés du Capitaine général des îles de France et de la Réunion des 13 brumaire an XII, 1^{er} brumaire an XIV et 6 septembre 1809, et l'ordonnance du commandant et administrateur du 26 septembre 1825 ;

L'Ordonnance Royale du 16 mai 1832.

Ces textes visés dans le décret de 1855 peuvent être considérés par ce seul fait comme valablement

applicables partout, un arrêt de la Cour de cassation du 21 septembre 1850 ayant jugé qu' « une loi non déclarée applicable à une colonie, mais constituant la base d'une autre loi régulièrement mise en vigueur, doit être considérée comme y étant valablement applicable. »

Il suffit donc, dit M. BOUDILLON, d'ajouter les dispositions des anciens règlements coloniaux non contraires aux dispositions nouvelles au décret de 1855 pour avoir la législation commuée à toutes les colonies.

Malheureusement on n'a pu se mettre d'accord sur les dispositions à conserver ; les Antilles refusent d'appliquer les actes édictés à la Réunion et réciproquement. L'unité n'est point faite et nous n'en voulons que deux preuves :

1° M. Boudillon lui-même après avoir exposé les raisons pour lesquelles il y a unité déclare : « C'est
« dans l'ensemble des règlements cités plus haut que
« l'on doit chercher les matériaux nécessaires à la
« confection d'un manuel de législation complet en
« matière de curatelle et biens vacants en ayant soin
« d'éliminer :

« 1° Les dispositions abrogées...

« 2° Celles qui feraient double emploi...

« 3° Celles qui ne présentent pas un caractère

« d'utilité générale et sont bien réellement spéciales
« à la colonie où elles furent édictées.

« 4^e Celles qui heurteraient un principe d'ordre
« public... »

Le manuel sera-t-il complet si l'on omet tout ce qui est spécial à chaque colonie ?

2^e Il existe dans chacune des colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion des Recueils spéciaux des dispositions législatives et des règlements sur les successions et biens vacants en vigueur dans chacune de ces colonies. L'instruction du 25 juillet 1855 avisait au moyen de réunir méthodiquement et de condenser, en les complétant, les dispositions éparses sur la matière. Mais en fait les manuels composés dans les diverses colonies pour satisfaire au vœu du ministre ne sont point toujours d'accord sur les dispositions qu'il y a lieu de maintenir ou de rejeter. Chaque colonie n'a cru devoir faire entrer dans sa codification, en dehors des Actes des 16 mai 1832 et 27 janvier 1855 que les édits, ordonnances et arrêtés locaux à elle propres. Ces recueils sont autant de codes spéciaux d'après lesquels les tribunaux peuvent et doivent statuer dans chaque colonie.

Ces variations portent souvent sur des points importants.

Quelques exemples suffiront.

L'arrêté du 6 septembre 1809 spécial à la Réunion dispose en son article 2 :

« Si l'individu qui a disparu était mandataire d'une
« personne absente, le curateur aux biens vacants
« donnera avis au mandant de la disparition et
« pourvoira en attendant comme dans les successions
« vacantes à ce que les circonstances exigeront pour
« son intérêt. »

Ce texte n'ayant jamais été promulgué aux Antilles, le Tribunal de paix de Marie-Galante (Guadeloupe) rendit un jugement le 6 février 1896 portant en ses motifs :

« Attendu que par biens vacants il faut entendre
« les biens dont les anciens propriétaires sont
« décédés ou ont disparu et dont personne n'est plus
« admis à réclamer la propriété ;

« Attendu que si en pratique la jurisprudence
« coloniale a pu autrefois considérer le curateur
« comme mis de droit en possession des mandats et
« procurations des personnes absentes lorsque, par
« suite d'une circonstance quelconque, ces pouvoirs
« étaient délaissés ; et s'il est quelquefois fait men-
« tion dans les documents administratifs de la sai-
« sie par le curateur des biens des gens disparus

« en mer, aucun texte de l'édit ne conférait au curateur des pouvoirs aussi étendus... », etc.

En matière d'homologation de testaments, l'article 3 de l'arrêté du 6 septembre 1809 spécial à la Réunion prescrit que si les héritiers sont absents les légataires universels ou exécuteurs testamentaires présents le testament ne pourra être homologué sans que le curateur ait été intimé.

Le curateur ainsi mis en cause a qualité pour s'opposer à la délivrance d'un legs universel et à l'exécution du testament en invoquant les causes de nullité dont cet acte peut être entaché.

Un arrêt de la cour de la Guadeloupe du 13 juin 1898 a cependant statué en sens contraire et décidé que le curateur était sans qualité pour revendiquer une succession en s'appuyant sur la nullité du testament.

Cela n'empêche pas d'ailleurs le tribunal de Basse-Terre de décider dans un jugement du 7 juin 1893 que « le curateur d'office aux successions vacantes a qualité pour poursuivre le délaissement d'une succession contre une personne qui la détient en vertu d'un testament entaché de nullité. »

Citons encore un exemple de ces variations de la législation et de la jurisprudence suivant les colonies.

Lorsqu'il existe un exécuteur testamentaire, l'ar-

ticle 4 de l'arrêté du 6 septembre 1809 décide que
« tous actes dans la dite succession seront faits
« contradictoirement avec le curateur aux biens
« vacantes... »

Cette prescription, spéciale à la Réunion, impose
l'assistance du curateur à l'apposition des scellés et
à l'inventaire.

Un arrêt de la Cour de cassation du 5 août 1895 a
cassé un arrêt de la Cour d'appel de Saint-Louis du
Sénégal du 19 février 1892 qui admettait ce même
droit au Sénégal.

A part M. BOUDILLON les auteurs sont d'accord
avec nous sur ce point.

En présence, dit M. NICHOLAS, des différences nota-
bles qui existent dans le mode de procéder en usage
dans chaque colonie la gestion des successions est
difficile autant que délicate. Une législation éparse,
une procédure complexe laissent place à de nom-
breuses controverses et à de fréquentes hésitations
qui souvent retardent d'une manière considérable la
marche de la liquidation. (*Aide mémoire pour les
successions du personnel des colonies.*)

Nous devons donc conclure avec M. PIERRET (*La
législation coloniale des successions vacantes*) que
l'ancienne législation avec son caractère disparate

subsiste encore sur tous les points non réglés par le Décret de 1855.

Aussi devons-nous renoncer à étudier en détail cette législation, avec ses variantes dans chaque colonie, il y aurait matière à un travail spécial sur chaque colonie.

Nous nous bornerons à exposer les règles générales d'attribution et d'organisation communes à toutes les colonies. La connaissance de ces principes nous suffira pour l'étude critique que nous voulons faire ici.

Les principaux actes législatifs sur la matière sont :
Édit du 24 novembre 1781.

Règlement du 15 décembre 1786.

Loi du 13 mai 1791.

Ordonnance du 22 mai 1816.

Ordonnance du 26 décembre 1827.

Ordonnance du 16 mai 1832.

Décret du 16 janvier 1854.

Décret du 27 janvier 1855.

Arrêté ministériel du 15 février 1855.

Loi du 5 mai 1855.

Décret du 19 décembre 1857.

Décret du 23 décembre 1857.

Décret du 22 novembre 1861.

Arrêté ministériel du 20 juin 1864.

Décret du 9 février 1867.

Décret du 31 juillet 1867.

Décret du 4 septembre 1879.

Décret du 21 janvier 1882.

Loi des 21 22 mars 1885.

Décret du 22 septembre 1887.

Décret du 30 novembre 1887.

Décret du 14 mars 1890.

Loi du 25 mars 1896.

Décret du 11 juillet 1897.

Décrets du 2 septembre 1904.

CHAPITRE PREMIER

PRINCIPES GÉNÉRAUX DE LA CURATELLE COLONIALE

Curateur.

Les fonctions de curateur d'office sont remplies dans chaque arrondissement judiciaire par un receveur de l'enregistrement, par un conservateur des hypothèques ou à défaut par un fonctionnaire désigné par le ministre des Colonies.

Le curateur peut se faire représenter par un commis dont il est responsable.

Les curateurs doivent prêter serment et fournir un cautionnement fixé par arrêté du gouverneur. Le cautionnement est destiné à la garantie de la gestion des curateurs vis-à-vis des ayant-droit ; il subsiste et conserve son affectation jusqu'à la décharge définitive du curateur.

Conseil de curatelle.

Le curateur est assisté d'un conseil de curatelle formé dans chaque arrondissement judiciaire d'un membre du parquet, d'un juge et d'un fonctionnaire. Le conseil de curatelle est chargé d'éclairer le curateur dans les cas difficiles, et doit être obligatoirement consulté sur les questions relatives aux actions à introduire en justice. L'avis du conseil de curatelle couvre pleinement le curateur qui peut ainsi dégager absolument sa responsabilité. Indépendamment de leurs attributions comme présidents ou membres des conseils de curatelle, les procureurs de la République ont à surveiller la gestion du curateur et à prendre des conclusions dans les litiges intéressant les successions vacantes.

Biens dévolus à la curatelle.

La curatelle aux successions et biens vacants comprend dans ses attributions :

1° Les successions ouvertes aux colonies hors la présence de tout ayant-droit.

2° Les biens vacants et sans maître.

Sont vacantes d'après l'arrêté ministériel de 1864

« les successions des personnes décédées aux colo-
« nies autres que les fonctionnaires et agents civils
« ou militaires au sujet desquels il ne se présente ni
« héritier, ni légataire universel, ni exécuteur testa-
« mentaire. »

Cette énumération des exceptions à l'intervention du curateur n'est pas complète. Il existe d'abord un certain nombre de successions vacantes qui n'entrent pas en curatelle :

1° Les successions des fonctionnaires civils et militaires ; elles sont administrées par les commissaires des troupes coloniales suivant des règles que nous étudierons à la fin de ce chapitre ;

2° Les successions des gens de mer réglées par l'ordonnance de 1781, l'édit de 1720, la déclaration du 12 juillet 1722 et le règlement du 27 juillet 1816 ;

3° Les successions des transportés et des déportés (décret du 4 septembre 1879) ;

4° Les successions des relégués (décret du 11 juillet 1887) ;

5° Les successions des étrangers lorsque des conventions diplomatiques confèrent aux consuls l'administration des successions de leurs nationaux (circulaire ministérielle du 9 septembre 1866) ;

6° Les successions d'indigènes dans quelques colonies où des arrêtés locaux ont été pris pour conser-

ver aux habitants leur statut personnel et le bénéfice des lois et coutumes locales en matière de dévolution héréditaire.

Ne sont pas réputées vacantes :

1° Les successions ouvertes en présence même d'un seul héritier (article 6, édit de 1781). Le curateur n'a pas à intervenir pour veiller à la conservation des droits des absents. Ce rôle est réservé au procureur de la République.

2° Les successions ouvertes en présence d'un légataire universel (article II, décret de 1855).

Les légataires à titre universel et le légataire particulier n'écartent point le curateur. Le legs de tous les biens situés dans la colonie doit être considéré comme un legs particulier.

3° Les successions ouvertes en présence d'un exécuteur testamentaire.

Les droits du curateur en face d'un légataire universel ou d'un exécuteur testamentaire ont fait l'objet de longues discussions et de procès nombreux qui, comme nous l'avons vu dans l'introduction, ont reçu des solutions variables suivant les colonies. Malgré l'article 11 du décret de 1855, les curateurs prétendent conserver comme autrefois le droit de s'immiscer dans les opérations intéressant les héritiers absents.

4^e Les successions ouvertes en présence d'un conjoint survivant (articles 16 et 17, édit de 1781).

L'époux survivant doit se faire conférer judiciairement l'administration de la succession ouverte en sa présence. Le procureur de la République doit veiller à l'apposition des scellés et à l'inventaire. Cette administration dure cinq ans, et lorsqu'il s'agit de l'épouse, s'exerce sous le contrôle et pour certains actes avec l'assistance du curateur. « Dans le cas où
« ledit conjoint survivant serait l'épouse, son administration sera surveillée par le curateur en titre
« d'office, sans le concours duquel elle ne pourra
« rien vendre ni acheter pour le compte de la dite
« administration ; et seront toutes ses actions poursuivies en justice audit curateur. » (Art. 17.)

Le curateur n'est point écarté par la présence d'un co-associé, mais dans ce cas il devra se conformer aux dispositions des articles 11, 12, 13, 14 et 15 de l'édit de 1781. Le curateur et le co-associé coopèrent à la liquidation. On appose les scellés, on fait l'inventaire et, si l'actif de la société est mobilier, la vente et le partage ont lieu sans délai. Les immeubles seront vendus après une année.

L'article 15 permet aux parties d'éluder les dispositions précédentes en insérant dans l'acte d'association des clauses contraires. Cependant la Cour de

cassation a décidé dans un arrêt du 20 octobre 1885 que l'apposition des scellés est une mesure d'ordre public à laquelle il ne saurait être dérogé par des conventions particulières.

Ces exceptions sont évidemment très importantes et de ce fait beaucoup de successions échappent à la curatelle. Malgré cela le nombre des successions vacantes est encore très grand. Le colon n'a pas souvent de famille avec lui et il est extrêmement rare qu'il fasse un testament. Il pense à acquérir et non à conserver.

Biens vacants et sans maître.

Les curateurs sont de plein droit mis en possession de tous les biens situés dans les colonies et abandonnés par leurs propriétaires pour quelque cause que ce soit autre que le décès. Le législateur de 1855 n'a point fait mention des biens vacants dans les attributions des curateurs. Il se borne à dire : ces receveurs exercent toutes les attributions conférées par la législation coloniale aux curateurs d'office.

Il faut donc rechercher ce que les textes anciens entendent par biens vacants. L'édit de 1781 n'en parle pas. C'est dans l'arrêté du 6 septembre 1809

édicte spécialement à l'origine pour la Réunion qu'il faut chercher. Malheureusement ce texte n'a point fait une énumération complète des cas pouvant se présenter. Il a prévu parmi les causes de vacance :

1° La disparition du propriétaire. Le départ du propriétaire sans laisser de mandataire est assimilé à sa disparition, même si son existence reste certaine ;

2° Le décès ou la disparition du mandataire.

On a assimilé à ces cas la déchéance du mandataire, la révocation du mandataire, la renonciation du mandataire, la déconfiture du mandant ou l'interdiction du mandant.

Il peut se produire des vacances dans d'autres circonstances : le curateur doit alors agir sauf s'il s'élève des revendications, de la part des tiers, à faire trancher la difficulté par les tribunaux. C'est, paraît-il, ce qu'a voulu le législateur de 1855.

On lit en effet dans les instructions du 25 juillet 1855 au paragraphe qui traite des biens vacants : « Les
« termes du décret n'ont d'ailleurs pour effet que de
« laisser à la jurisprudence locale toute latitude pour
« régler, s'il y a lieu, cette question, si elle ne trou-
« vait pas déjà sa solution dans les termes exprès des
« actes en vigueur. » *Optima lex quæ minimum
judici relinquit !*

Gestion pendant la vacance.

La première obligation imposée au curateur est de faire apposer les scellés au domicile du défunt et aux différents locaux, magasins, entrepôts où peuvent se trouver des biens et valeurs lui ayant appartenu. Les scellés sont apposés par le juge de paix sur la réquisition du curateur et en sa présence. Des termes employés par le législateur, il semble résulter que l'apposition des scellés est obligatoire en toutes circonstances. La Cour de cassation a déclaré que cette formalité constitue une mesure d'ordre public. Cette procédure occasionne nécessairement des frais considérables, car à l'apposition doit succéder la levée des scellés, puis la confection de l'inventaire, et les petites successions se trouvent de ce fait lourdement grevées. L'article 13 du décret de 1855 permet bien de remplacer l'inventaire par un simple procès-verbal de description sommaire, avec estimation des objets décrits, lorsqu'il est à présumer que l'importance de la succession est minime et que les valeurs mobilières en composant l'actif entier ne s'élèvent pas à 1.000 francs. Mais il n'en reste pas moins prescrit de faire dans tous les cas procéder à l'apposition des scellés, et, par suite d'engager les dé-

penses qu'occasionnent l'apposition, la levée des scellés et la constitution d'un gardien. Cette règle est scrupuleusement observée dans quelques colonies. Cependant, dans nombre de colonies, les curateurs n'apposent pas les scellés lorsque les valeurs de la succession sont inférieures à 1.000 francs ; le juge de paix se contente de dresser un procès-verbal descriptif pour tenir lieu d'inventaire. M. Pierret et M. Boudillon approuvent cette pratique, mais l'illégalité n'en est pas moins certaine.

Dans la semaine de l'ouverture de la succession, le curateur est tenu de publier un avis au journal officiel de la colonie, pour faire connaître que la succession a été appréhendée par la curatelle. Il invite en même temps les créanciers de la succession à produire leurs titres.

La levée des scellés doit avoir lieu dans les huit jours de leur apposition. Les scellés sont levés au fur et à mesure de la confection de l'inventaire. L'inventaire est dressé par un notaire de l'arrondissement désigné par le curateur. L'inventaire doit commencer par l'examen des papiers, en vue de rechercher si le défunt n'a pas laissé de testament, et de s'éclairer en même temps sur l'existence et le domicile des héritiers absents. L'inventaire doit être aussi com-

plet que possible et établir les forces actives et passives de la succession.

Une expédition de l'inventaire est jointe au dossier, pour permettre au tribunal chargé ultérieurement de l'appurement des comptes et aux agents de contrôle du service de constater si la réalisation de l'actif mobilier, le recouvrement des créances, la perception des revenus, la conservation des biens invendus, ont été assurés comme il convient.

Lorsque les papiers du défunt contiennent des renseignements sur ses héritiers, le curateur doit leur donner immédiatement avis de l'ouverture et autant que possible des charges et forces de la succession.

« On s'est plaint, portent les instructions du 25 juillet 1855, du manque de sollicitude apporté par les curateurs dans la recherche et, par suite, dans l'information des héritiers. Les curateurs se sont trop souvent dispensés de recourir à tous les moyens d'investigation qui leur sont offerts pour arriver à connaître l'origine des défunts et le domicile probable de leur famille ; et l'autorité supérieure a laissé fréquemment passer sans les relever des traces de ces négligences. C'est là cependant l'un des devoirs les plus essentiels des curateurs. »

La lettre d'avis aux héritiers doit leur faire con-

naître la faculté qu'ils ont d'obtenir l'envoi en France du produit des successions par voie de versement à la caisse des dépôts et consignations. Les instructions ministérielles du 14 avril 1884 prescrivent d'y insérer la mention suivante : « Pour obtenir la remise
« du produit de la succession, les ayant-droit auront
« à s'adresser à M. le ministre des Colonies, en
« demandant que le reliquat actif de la succession
« soit versé à leur profit à la caisse des dépôts et
« consignations, pour leur être payé en France. Les
« intéressés peuvent, s'ils le préfèrent, constituer
« dans la colonie un mandataire chargé de les représenter. Mais, dans ce cas, l'administration n'aurait
« pas à intervenir, attendu qu'il appartient exclusivement au fondé de pouvoir de reprendre la succession des mains du curateur et de transmettre à
« ses mandants, sous sa propre responsabilité, les
« sommes réalisées au compte de la succession. »

Dans les quinze jours de la clôture de l'inventaire, un état sommaire de la succession est adressé au directeur de l'Intérieur qui le transmet au ministre des Colonies. Un extrait est inséré au *Journal officiel* de la République française, un autre dans un journal du département des héritiers présumés.

L'inventaire étant clos, le curateur devient dépositaire des objets décrits et prisés au cours de cet

acte et doit veiller à leur conservation. Il verse tout d'abord à sa caisse les espèces et valeurs ayant cours de monnaie trouvées au domicile du défunt ; en second lieu, il dépose dans ses coffres les bijoux, objets d'or et d'argent, valeurs en portefeuille ; enfin il maintient dans les locaux dépendant de la succession, s'il en existe, les meubles meublants et les objets mobiliers dont les dimensions ne sauraient permettre le transport et qui peuvent être conservés sans avoir à craindre de détérioration.

Ces meubles, de même que les immeubles, doivent être conservés en principe pendant cinq ans.

La conservation des immeubles exige l'exécution des réparations urgentes et le décret de 1855 n'a pas fixé les droits et devoirs de curateurs à ce sujet. Un arrêté du Capitaine Général des Iles de France et de la Réunion du 13 brumaire an XII enjoint expressément au curateur « de conserver les bois et d'entretenir les terres et bâtiments ». Un arrêté du 10 Messidor an XII spécial à la Réunion porte en outre : « Le curateur aux biens vacants ne pourra « faire des réparations aux immeubles lorsque le « prix de ces réparations excédera cinquante francs « sans y être expressément autorisé par le tribunal « sur les conclusions écrites du commissaire du gou- « vernement. »

Le décret de 1855 vise bien l'arrêté du 13 Brumaire an XII mais non celui du 10 Messidor an XII. Ceci doit nous faire hésiter à admettre avec M. Boudillon que les règles édictées par ce dernier arrêté soient appliquées partout. Malgré le caractère fort sage de cette disposition, qui oblige le curateur à se faire autoriser par le tribunal pour les grosses réparations, nous devons déclarer que le curateur n'a pas partout cette obligation. En principe le curateur ne peut s'occuper de l'exploitation directe d'un domaine rural ou d'une manufacture. Que doit-il en faire ?

Ici encore les textes sont muets. M. Pierret pense qu'il peut consentir des baux amiables. M. Boudillon est au contraire d'avis que « le bail des immeubles « provenant de successions vacantes doit être con-
« cédé par voie d'adjudication. »

Mais avant d'arriver à l'amodiation des immeubles il est parfois nécessaire de continuer, ne fût-ce que quelques semaines, — souvent aussi davantage si aucun locataire ou fermier ne se présente, — la régie directe. Et même dans bien des cas, le curateur agit sagement en attendant, pour tenter l'amodiation d'une propriété précédemment administrée par le défunt, de connaître l'avis des héritiers.

Si donc pour l'un quelconque de ces motifs la régie directe doit être continuée, il est indispensable de

constater régulièrement les rentrées de fonds provenant de la vente des produits et les dépenses engagées pour la gérance.

Il n'est pas admissible que le curateur consacre une notable partie de son temps à ces constatations, au détriment de l'ensemble de ses attributions. La solution de ses difficultés n'a encore été apportée qu'à la Réunion (arrêté du 22 Nivôse an XIII).

La conservation en nature des biens meubles et immeubles comporte néanmoins des exceptions.

Le curateur peut faire procéder à la vente des effets mobiliers susceptibles de déperir ou dispendieux à conserver, même avant la clôture de l'inventaire, après y avoir été autorisé par ordonnance du président du tribunal de l'arrondissement. C'est au juge et au curateur à apprécier quels sont les effets mobiliers qui sont dispendieux à conserver ou susceptibles de déperissement. Toutefois le législateur a pris soin, pour éviter des abus, de décider que le curateur ne pourrait user de la faculté de vendre avant clôture de l'inventaire, lorsqu'il s'agirait de bestiaux, d'instruments et ustensiles mobiliers servant à l'exploitation d'un domaine rural ou d'une manufacture, de matières d'or ou d'argent et de valeurs désignées par l'article 529 du Code civil.

L'article 19 du décret de 1855 autorise le curateur

à provoquer la vente des meubles conservés et des immeubles « si les intérêts de succession l'exigent ».

Il en est ainsi :

1° Dans le cas où le produit des ventes et recouvrements mobiliers ne sera pas suffisant pour acquitter les charges ;

2° Quand les immeubles ne pourront dans le délai d'une année produire un revenu suffisant pour éteindre les dettes ;

3° Enfin quand il y aura nécessité absolue de réparations, de reconstruction des bâtiments.

Cette vente ne peut avoir lieu que par autorisation de justice, le ministère public entendu.

La vente des meubles est faite dans les formes usitées pour les ventes du mobilier de l'État.

Le décret de 1855 est muet sur les formalités à remplir pour parvenir à la vente des immeubles. La législation antérieure ne peut être consultée à ce sujet, l'édit de 1781 et l'arrêté du 18 Brumaire an XII donnant des règles absolument différentes. Pour les autres colonies, il convient de se ranger à l'avis de M. PIERRET et d'admettre que les ventes d'immeubles doivent être faites dans la forme des ventes d'immeubles appartenant à des mineurs.

Le curateur est chargé de recouvrer toutes sommes, tant en principal qu'en intérêts et accessoires,

qui peuvent être dues aux successions dont il a l'administration. Il ne peut se dispenser de poursuivre la rentrée des sommes dues aux personnes qu'il représente ou aux successions remises en ses mains, qu'en justifiant de l'insolvabilité du débiteur ou des autres causes qui s'opposent aux poursuites.

Le curateur doit, sur les fonds propres à chaque liquidation, payer les dettes et éteindre le passif. Il paie les legs particuliers faits par le défunt.

A quel moment et dans quel ordre le passif est-il acquitté ? le législateur de 1855 n'en dit rien. On ne saurait donc admettre avec M. Pierret qu'il ait complètement abrogé sur ce point les dispositions de l'édit de 1781. Le curateur doit, pour chaque liquidation, dresser un tableau général des créanciers connus dans l'ordre de leurs privilèges : ce tableau est transmis au procureur de la République, puis au président du tribunal qui ordonne le paiement. Le règlement a ensuite lieu sans aucun retard de la part du curateur, lequel est personnellement tenu des intérêts et frais que sa négligence pourrait occasionner.

Les actions dirigées contre les successions et celles à intenter en leur nom, en l'absence des héritiers, ne peuvent être suivies que par le curateur. Les absents sont assignés en la personne ou au domicile du curateur aux biens vacants. Le curateur

représente à la fois les héritiers absents et la masse des créanciers, de sorte que les créanciers sont liés par le jugement auquel le curateur est partie.

Comme toute affaire contentieuse présuppose une divergence d'appréciation sur l'étendue ou le mode d'exécution d'une obligation ou d'un contrat, le législateur a voulu éviter que le curateur abandonné à lui-même ne fût exposé, en certains cas, à faire fausse route, en entamant des poursuites dont le résultat pouvait être présumé défavorable. Aussi, avant d'engager aucune action en justice, le curateur doit se faire autoriser par le conseil de curatelle. Faute d'avoir pris ou suivi l'avis du conseil de curatelle, le curateur s'expose à voir mettre à sa charge personnelle les frais qu'il occasionnerait aux liquidations administrées par lui.

Le législateur n'a point donné au curateur le pouvoir de transiger. Cependant, d'après M. Boudillon le curateur pourrait soumettre au conseil de curatelle l'alternative de l'instance à soutenir ou de la transaction à accepter pour être valablement autorisé dans un sens ou dans l'autre.

Remise aux héritiers.

Dès que les héritiers se présentent, le curateur doit leur faire remise de la succession, quel que soit l'état d'avancement de la liquidation. Il en est de même lorsque les héritiers, au lieu de se présenter en personne, constituent un mandataire dans la colonie. Le choix du mandataire est libre, cependant les parties ne peuvent choisir comme fondé de pouvoir le curateur lui-même.

Les héritiers peuvent encore demander l'envoi en Europe des fonds déposés à la caisse du trésorier de la colonie. Toutes les valeurs sont alors réalisées et le reliquat net de la succession liquidée est alors transmis par l'intermédiaire de la caisse des dépôts et consignations. Les papiers seuls, tant titres et valeurs en portefeuille, que papiers de famille, les bijoux et matières d'or et d'argent doivent être conservés en nature. Ces objets sont transmis par l'intermédiaire du ministère des colonies.

Remise au domaine.

Lorsqu'il n'existe pas d'héritiers ou lorsque ceux qui peuvent invoquer cette qualité ne se font pas

connaître et négligent de réclamer les successions à eux échues, l'État est admis, en vertu de son droit de successeur irrégulier, à en revendiquer l'administration et la prise de possession effective. Cette possession du domaine est essentiellement précaire ; ce n'est qu'après trente années écoulées que la déshérence, provisoire jusque-là, devient définitive par l'effet de l'article 2.262 de Code civil.

L'exercice de la curatelle se trouvant confié précisément à l'administration de l'enregistrement et des domaines, on conçoit que le passage d'une succession vacante à la déshérence est fort simple et se réduit à une opération comptable.

Le décret de 1855 ne traitant que des successions, nous avons toujours supposé qu'il s'agissait de successions.

En matière de biens vacants, les règles de gestion sont évidemment les mêmes. La curateur fait les mêmes opérations, recherche les ayant-droit et administre de la même façon.

Toutefois il faut remarquer que lorsque le propriétaire des biens est connu et que la cause de l'abandon est accidentelle, — tel est le cas de décès du mandataire, — le curateur doit veiller surtout à la conservation des valeurs dont il a l'administration

momentanée et ne procéder à leur aliénation qu'en cas de nécessité absolue.

En dehors des actions en justice motivées directement par la gestion des biens vacants, le curateur est aux colonies le mandataire légal de tous les absents, notamment en justice, où il a seul qualité pour les représenter.

Comptabilité.

La comptabilité de la curatelle est réglée d'une façon parfaite et uniforme par l'article 29 du décret de 1855 et l'arrêté ministériel du 20 juin 1864. Aucune critique n'ayant jamais été élevée à ce sujet, nous en négligeons l'étude, qui exigerait des détails peu conformes au plan que nous avons adopté.

Surveillance de la curatelle.

Le service de la curatelle est soumis au double contrôle de l'autorité administrative et de l'autorité judiciaire.

La gestion des curateurs est suivie par l'administration au moyen de :

1° La comptabilité fournie périodiquement par les agents, et qui est soumise à l'examen du chef de service et du directeur de l'intérieur ou du fonctionnaire qui en détient les attributions ;

2° Les états périodiques destinés à faire connaître à diverses époques la situation des liquidations assurées par les curateurs, lesquels états sont transmis au département par l'intermédiaire de la direction du service et du gouvernement de la colonie ;

3° La vérification par les employés supérieurs de l'enregistrement prescrite par l'article 35 du décret de 1855, qui complète ce premier mode de contrôle et dans la pensée du législateur prépare la tâche imposée aux tribunaux.

Enfin, comme toutes les branches de l'administration aux colonies, le service de la curatelle est soumis aux vérifications et investigations de l'inspection des colonies.

Le contrôle judiciaire s'exerce :

1° Par la surveillance directe des actes des curateurs par les magistrats du parquet. Aux termes de l'article 36 du décret de 1855, « ils peuvent se faire
« représenter sur récépissé toutes pièces et tous registres, et se présenter au besoin dans les bureaux du
« curateur et s'y livrer à toutes les investigations
« qu'ils jugent convenables. »

Le ministère public est partie en cause dans toutes les affaires qui intéressent la curatelle, et il doit être entendu en ses conclusions chaque fois que celle-ci est en cause. Son intervention se produit encore

lors de l'apurement des comptes de la curatelle.

2° Par l'examen des comptes des curateurs soumis périodiquement à l'approbation des tribunaux. Le curateur fait approuver ses comptes dans les cas suivants :

- a) Quand il cesse ses fonctions ;
- b) Quand la succession doit être remise aux héritiers ou au domaine ;
- c) Quand l'actif de la succession est entièrement liquidé ;
- d) Quand remise doit être faite aux ayant-droit des biens et valeurs administrés en leur nom ;
- e) Dans les trois premiers mois de chaque année, pour toutes les successions qu'il a administrées l'année précédente, quand il n'y a pas encore d'apurement définitif.

Un juge fait un rapport, le ministère public prend des conclusions, et le tribunal statue par un jugement en chambre du conseil.

Émoluments des curateurs.

Le décret du 21 janvier 1882 fixe un taux de remises uniformes, quels que soient l'importance des liquidations, les difficultés qu'elles présentent ou les incidents qu'elles soulèvent.

« Il est alloué au curateur, indépendamment de
« ses déboursés, pour tous droits, vacations et in-
« demnités, des remises dont le taux sera calculé
« sur les bases suivantes, savoir : 1,50 0/0 sur les
« recettes ; 1,50 0/0 sur les dépenses ; 5 0/0 sur le
« solde créditeur. » Ces honoraires sont taxés par le
jugement définitif d'apurement. Les trésoriers reçoivent également une rémunération de 0,5 0/0 à raison des opérations de centralisation des recettes de la curatelle.

Successions des fonctionnaires civils et militaires.

La gestion des fonctionnaires et agents civils ou militaires décédés aux colonies était en l'absence des héritiers, dévolue aux services administratifs de la marine. Les commissaires de la marine liquidaient ces successions suivant les formes et règles spéciales déterminées par les lois et ordonnances de la marine pour les successions des gens de mer (Article 25 du décret de 1855).

Le produit de ces successions, en cas de déshérence, était acquis à la caisse des invalides de la marine (Ordonnance du 22 mai 1816).

Cette assimilation qui se comprenait lorsque le ministère de la marine administrait les colonies de-

venait gênante après la création du ministère des colonies. Les troupes coloniales furent rattachées au ministère de la guerre et le commissariat des troupes coloniales remplaça le commissariat de la marine. Le ministère de la guerre prit en main la liquidation des successions des fonctionnaires civils et militaires.

L'envoi des fonds est désormais effectué par l'intermédiaire de la caisse des dépôts et consignations. Les biens en déshérence reviennent à la colonie.

Cette réforme effectuée par une circulaire du ministre de la marine du 2 février 1901 et par deux circulaires du ministre des colonies du 15 mars 1902 et du 31 juillet 1903 a été définitivement généralisée et approuvée par deux décrets du 2 septembre 1904.

La liquidation par les agents du commissariat est gratuite. Les règles de gestion doivent être recherchées dans la législation antérieure sur tous les points qui n'ont pas été modifiés par les circulaires de 1902 et 1903.

« En l'absence d'héritiers résidant sur place et
« hors le cas de contestations judiciaires, le commis-
« sariat restera chargé de prendre toutes les mesu-
« res conservatoires utiles, d'assurer le renouvelle-
« ment des créances, de vendre les effets et objets
« qu'il ne paraîtrait pas à propos de conserver pour
« les familles, de payer les dettes privilégiées en

« proportion de l'actif et de transmettre en France,
« après versement au trésor du reliquat disponible,
« le compte définitif de liquidation, appuyé de toutes
« les pièces justificatives nécessaires, en particulier
« des titres des créanciers non privilégiés. Toutes
« ces opérations de liquidation incomberont au
« commissaire aux revues » (Circulaire ministérielle
« du 15 mars 1902).

« La gestion et la liquidation des successions des
« fonctionnaires coloniaux et locaux seront assurées
« également par les officiers du commissariat » (Cir-
culaire du ministre des colonies du 31 juillet 1903).

La liquidation, terminée, les produits en numéraire (solde due, argent trouvé à l'inventaire, produit d'une vente d'objets, etc.), dont se compose la succession sont versés au Trésor dans la colonie, en compte courant avec la caisse des dépôts et consignations où ils restent déposés à la conservation des droits de qui il appartiendra ⁽¹⁾.

La caisse des dépôts et consignations chargée de la libération définitive des fonds de ces successions a seule qualité pour recevoir les demandes de retrait

1. Notice relative aux successions des militaires décédés dans les colonies envoyée aux héritiers par le ministère de la guerre.

de fonds des héritiers ainsi que les réclamations ou oppositions légales des créanciers ⁽¹⁾.

Les produits en nature présentant seulement un caractère de souvenir, qui n'ont pas été vendus, sont dirigés par les soins du commissaire aux revues dans la colonie, aux frais de l'État, sur le port le plus rapproché du lieu de débarquement ⁽¹⁾.

La sous-intendance des troupes coloniales, dans les ports de guerre, ou le chef du service colonial dans les ports de commerce, remet les produits en nature aux héritiers sur leur demande et sous réserve de la production des pièces justificatives de leurs qualités qui leur sont réclamées. Les frais d'envoi sont à la charge du destinataire ⁽¹⁾.

Ce fonctionnaire ne peut être rendu responsable des manques dont se plaindraient les héritiers lors de l'arrivée en France des colis de la succession. Leur recours ne saurait être accueilli par le département de la guerre ⁽¹⁾.

Les liquidations de successions de militaires décédés en cours de traversée sont effectuées par la Caisse des gens de mer.

Dans ce cas, les demandes des intéressés doivent être adressées au ministre de la marine ⁽¹⁾.

1. Notice relative aux successions des militaires décédés dans les colonies envoyée aux héritiers par le ministère de la guerre.

Il y a lieu de remarquer d'abord que le rôle du commissaire n'est point le même que celui du curateur aux biens vacants ; ce dernier liquide la succession et à cet effet il tient de la loi un mandat en vertu duquel il représente les parties intéressées dans l'exercice et la poursuite de leurs droits. Le premier au contraire gère simplement la succession, sans la liquider : il recueille l'actif, paye les frais privilégiés et transmet le solde en France.

« A la différence des curateurs, dit M. Pierret, les
« commissaires aux revues ne représentent pas la
« succession ; ils sont chargés seulement d'une ges-
« tion officieuse destinée à subvenir aux mesures
« d'urgence que commande l'intérêt des héritiers et
« des créanciers ; ils ne pourraient donc pas, comme
« le curateur, être actionnés en justice par des tiers
« en paiement des sommes dues à ceux-ci par le
« défunt. »

Lorsque les successions des fonctionnaires civils et militaires présentent une liquidation longue et difficile, le commissaire en fait remise à la curatelle.

On a pu remarquer en outre que seuls les créanciers privilégiés de l'article 2101 étaient payés. Les titres des créanciers non privilégiés sont adressés en France, c'est là qu'ils devront en réclamer le paiement.

Par une subtilité juridique qui n'est peut-être pas fortement étayée par des textes, on a décidé que le fonctionnaire colonial avait conservé son domicile en France, et que c'est en France que s'ouvrait sa succession. M. Doumer proposait de distinguer deux catégories parmi les fonctionnaires et agents en exercice se basant sur ce fait que les agents locaux appelés à faire toute leur carrière dans la même colonie y acquièrent des intérêts, contractent des obligations, sont de véritables colons ; tandis que les fonctionnaires des services coloniaux astreints au tour de roulement, appelés à ne résider que temporairement dans une colonie conservent leur domicile légal en France.

Le ministre des Colonies dans une circulaire du 18 juillet 1901 refuse d'admettre cette distinction : « les éléments juridiques et réglementaires nécessaires pour justifier cette distinction font défaut. Il est inexact de dire que les fonctionnaires des services locaux ont fixé à titre définitif leur résidence dans la colonie. Tous en cas de maladie ou de congés réguliers viennent les passer en France, etc... »

Lorsque la succession de ce même fonctionnaire, présentant des difficultés ou soulevant des procès, est remise au receveur de l'enregistrement, il est permis de se demander si ce principe n'est pas mis

en échec et si la succession ne s'ouvre pas dans ce cas-là au moins au dernier domicile dans la colonie.

Les successions des ministres des cultes, assimilées autrefois à des successions de fonctionnaires et par suite remises aux commissaires, doivent être, après application de la loi de séparation, remises aux curateurs.

Les successions des marins et des fonctionnaires morts en mer restent confiées aux officiers d'administration de la marine qui les transmettent par l'intermédiaire de la caisse des invalides de la marine.

CHAPITRE II

CRITIQUE DE LA CURATELLE

L'institution de la curatelle est aujourd'hui l'objet de violentes critiques. C'est pour examiner ces critiques et chercher des remèdes au mal, si mal il y a, que nous avons entrepris cette étude.

Les doléances sont nombreuses de la part des commerçants métropolitains et coloniaux, de la part des fonctionnaires, de la part des simples colons et de leurs héritiers.

Depuis de longues années, des réformes sont demandées, des réclamations s'élèvent, sans que rien ait été fait pour améliorer ce régime.

Longtemps encore les commerçants coloniaux auraient souffert des curateurs, et leurs plaintes seraient demeurées sans écho s'ils étaient restés iso-

lés, agissant chacun pour leur compte. Mais un canal existe depuis quelques années par lequel passent tous les courants d'opinions et d'idées relatives à la colonisation. Les voix ainsi réunies prennent leur véritable ampleur et forcent l'attention sitôt qu'elles sont assez nombreuses. L'Union Coloniale, en effet, a pris en main l'intérêt des commerçants. Attentive à tout ce qui pourrait aider à la colonisation et à la mise en valeur de nos possessions d'outre-mer, cette association a perçu les plaintes provenant de toutes parts contre les curateurs. Elle a condensé dans un dossier toutes les observations émises à ce sujet, et composé un réquisitoire par lequel elle demandera la condamnation ou la réforme de la législation et des pratiques administratives actuellement en vigueur. Nous ne doutons pas que son action éclairée n'amène à bref délai les modifications les plus pressantes et les plus généralement demandées.

Un rapport fort documenté sur la question a déjà été préparé. Il est actuellement soumis à l'examen minutieux d'une commission de jurisconsultes qui doit en fixer définitivement les termes.

Ce rapport sera d'ici peu présenté au ministre des colonies au nom du commerce français dans les colonies.

Ce document, qui paraîtra prochainement, critique surtout la façon dont les curateurs appliquent la loi.

On leur reproche de se jeter sur les biens vacants comme sur une proie, à la première occasion, de n'accorder aucun délai, même dans les cas où un court délai permettrait de tout arranger et d'éviter la fermeture d'un comptoir, d'appliquer enfin la loi d'une façon nuisible aux intérêts qu'ils sont appelés à protéger. Des réformes de législation s'imposeraient, mais il faut courir au plus pressé et demander ce qu'on peut espérer obtenir rapidement. Le rapport conclura donc à une application plus logique et moins tracassière de la législation actuelle par les curateurs.

On espère que ces fonctionnaires rappelés à l'ordre agiront désormais, non plus suivant leur propre intérêt, mais suivant celui des particuliers.

L'opinion publique s'est déjà prononcée par la voie de la presse.

Un article paru dans un grand journal parisien le 10 octobre 1906, intitulé : « Monsieur le Curateur », était ainsi conçu :

« Nous avons conquis un vaste empire colonial :
« c'est avec l'intention d'y établir des comptoirs et
« d'y posséder ce que nous créons dans les condi-
« tions que précise le code. Malheureusement ce

« n'est pas le code qui régit la propriété dans les
« colonies nouvelles: c'est un édit royal qui date du
« 24 novembre 1781. On va voir qu'il y aurait
« urgence à le rafraîchir.

« Vous êtes un pauvre homme. Vous travaillez à
« la construction de quelque chemin de fer africain
« ou indo-chinois. En terrassant vous prenez les
« fièvres et vous en mourez. Votre père ou votre
« femme réclament vos pauvres nippes, votre mon-
« tre, votre fusil.

« Ces objets ne leur seront pas rendus : ils ont été
« vendus séance tenante par l'autorité d'un person-
« nage qui se nomme M. le Curateur. On vous fera
« tenir seulement « le produit de la vente ».

« Vous n'êtes pas un ouvrier, qui n'a que ses bras
« à louer, mais un colon. Vous décédez. Depuis 1781
« les moyens de communication sont devenus plus
« rapides. On a inventé le bateau à vapeur, le che-
« min de fer, le télégraphe. L'édit royal l'ignore, il
« ne se met pas en quête des héritiers directs : M. le
« curateur appréhende la succession d'office, procède
« à l'inventaire des biens délaissés et vend à l'encan,
« car dans les colonies nouvelles, toute succession
« ouverte est considérée comme vacante.

« Il y a pis : je suppose que vous possédiez dans
« diverses colonies africaines ou asiatiques de nom-

« breuses factoreries. L'homme n'ayant pas le don
« d'ubiquité, vous ne pouvez séjourner à la fois dans
« toutes. Vous êtes donc nécessairement représenté
« ici et là par des mandataires. Un de ces manda-
« taires décède ou sort du district sans en prévenir
« officiellement les autorités. Aussitôt M. le curateur
« surgit, il vient mettre les scellés sur la factorerie.
« Mais il y a vingt employés dedans ! Peu importe.
« Les autorités ne connaissent que l'agent qui avait
« la procuration. Il est décédé ou il s'est absenté ?
« L'autorité n'a pas été avertie ? Les biens sont
« déclarés vacants et mis en vente. Le zèle de M. le
« curateur est excité par des aiguillons puissants :
« il perçoit 2 0/0 sur les recettes, 2 0/0 sur les dé-
« penses et 5 0/0 sur le solde de sa gestion.

« Récemment, un groupe de commerçants, qui se
« réunissent périodiquement dans les bureaux de
« l'Union coloniale, pour y étudier en commun leurs
« affaires sont allés trouver M. le ministre des colo-
« nies, afin de lui dire quelle confiance ils mettent
« dans M. Roume, gouverneur général de l'Afrique
« Occidentale. Il se proposaient d'insister auprès du
« ministre pour que le Parlement fasse bon accueil
« aux projets d'emprunt que M. Roume va produire.

« Ces marques d'attachement et d'estime données
« à l'excellent gouverneur général, les dits commer-

« gants ont pensé qu'ils se trouvaient en bonne pos-
« ture pour demander à M. Roume de faire droit à
« quelques-uns de leurs désirs. Ils souhaitent donc :
« 1° Que l'on fasse quelques retouches à l'édit royal
« de 1781, qui, malgré un recastillage opéré en 1864
« est décidément un peu suranné ;

« 2° Qu'on informe, par une circulaire, MM. les
« curateurs qu'un des leurs a été condamné, le 10 jan-
« vier 1905, pour avoir mis trop de zèle à poser des
« scellés et à vendre à l'encan ;

« 3° Ils supplient, ces commerçants, qu'on ne les
« protège pas au point de paralyser leur liberté,
« qu'on leur permette de risquer quelque chose, qu'on
« ne mette pas vingt employés à la porte de leur
« factorerie et leur factorerie en vente, sous pré-
« texte qu'en l'absence d'un agent supérieur ces vingt
« employés auraient pu ne pas s'entendre.

« Aux colonies plus qu'ailleurs on a besoin que le
« fonctionnaire soit non l'homme de la lettre, mais
« de l'esprit, de l'esprit des lois qui est également
« éloigné de l'esprit dit parisien ou de goguenar-
« dise, et du vieil esprit administratif ou esprit de
« vexation.

« Signé : HUGUES LE ROUX. »

Nous avons pu voir des plaintes de commerçants
conçues en termes encore plus amers :

« Un citoyen français, disait-on, transporté dans
« une colonie française, n'est plus protégé par les
« lois françaises. Cette protection lui fait surtout
« défaut en matière de propriété. Qu'il s'agisse d'ac-
« quisitions ou de successions, les droits de propriété
« sont toujours précaires sinon nuls dans les nou-
« velles colonies françaises, et l'ingérence de l'Admi-
« nistration vient sans cesse rappeler au colon qu'une
« colonie n'est pas encore terre française.

« L'organisation actuelle de la curatelle aux suc-
« cessions et biens vacants est certainement l'une
« des plus graves atteintes portées à la loi française
« aux colonies.

« Cette organisation procède d'un édit royal du
« 24 novembre 1781.

« L'administration coloniale n'a tenu compte ni de
« la promulgation du Code civil, ni du progrès de la
« navigation, ni de la télégraphie, ni de la distance
« insignifiante aujourd'hui qui sépare la métropole de
« quelques-unes de ses colonies en Afrique.

« Actuellement toute succession ouverte est con-
« sidérée comme vacante, malgré la certitude qu'il
« existe en France des héritiers directs, notoirement
« connus, qu'il suffirait d'aviser par câble pour ame-
« ner rapidement leur présence, et le curateur appré-
« hende la succession d'office sans avoir à deman-

« der une autorisation judiciaire. Il procède à l'in-
« ventaire des biens délaissés et se hâte de vendre à
« l'encan les objets personnels du défunt que les
« parents désireraient conserver comme souvenir.

« Cette profanation se perpète impunément sans
« que jamais on se préoccupe de l'avis des ayant-
« droit. C'est un scandale. Et tant que des héritiers
« toujours prévenus tardivement ne se présentent
« pas pour faire valoir leurs droits méconnus, le
« curateur gère et administre les biens et affaires de
« la succession, et au besoin réalise dans des condi-
« tions désastreuses les valeurs de la succession.

« Si on peut à la rigueur prétendre qu'au cas de
« décès l'État Providence intervient pour sauvegar-
« der les intérêts des héritiers momentanément éloi-
« gnés, que dire de sa prétention à imposer sa sau-
« vegarde aux vivants qui ne la lui demandent pas.
« C'est cependant ce qui arrive au sujet des biens
« vacants.

« Parce qu'un propriétaire, un commerçant, un
« industriel, possédant des biens meubles ou immeu-
« bles dans une colonie française, ne s'astreint pas
« toute sa vie à vivre dans sa propriété, ses biens
« peuvent être déclarés vacants dès qu'il franchit
« les limites de son district. Et au cas où il laisserait
« un mandataire, ses biens peuvent être appréhen-

« dés par la curatelle comme vacants si ce manda-
« taire vient à décéder dans la colonie.

« Le curateur ne manque jamais d'intervenir lors-
« qu'il le peut, et il est vivement incité par l'appât
« d'un gain facile à réaliser en sus de ses appointe-
« ments pour lesquels il doit tous ses services à
« l'État.

« Le moyen de remédier à cet état de chose consiste
« à revenir simplement au droit commun. Au cas
« de décès, le juge de paix pourrait procéder d'office
« à l'apposition des scellés, et l'administration devrait
« câbler aux parents ou amis connus en France
« l'avis du décès. Un ayant-droit, en personne ou
« par mandataire, se présenterait à la levée des
« scellés, et le rôle de l'administration serait achevé
« là comme en France. Ce serait au tour du notaire
« ou des tribunaux, en cas de contestation, d'inter-
« venir. Enfin l'État devrait respecter la propriété
« individuelle, même s'il plaît à un colon de s'ab-
« senter sans avoir assuré la garde de ses biens.
« C'est son affaire ; il n'aura de reproches à adres-
« ser qu'à lui-même s'il en résulte des inconvénients.
« La liberté aux colonies comme ailleurs, voilà ce
« que réclament les hommes conscients de leur indi-
« vidualisme avec le respect des lois nationales. »

Ces critiques de forme un peu violente sont mal-

heureusement fondées. Je citerai deux faits entre mille : un sieur M. D..., dirigeant à Sikasso (Haut Sénégal-Niger) un comptoir pour une société de commerce mourut le 10 février 1906.

Le curateur apposa les scellés sur la factorerie et les objets propres au défunt. Après l'inventaire il envoya une note au ministère des colonies déclarant n'avoir trouvé aucune trace d'héritiers dans les papiers du défunt, ajoutant que la succession se soldait par un léger déficit.

Le frère du défunt, qui était en relations suivies avec lui et dont l'adresse était certainement dans les papiers inventoriés, apprit par voie indirecte l'ouverture de la succession. Il écrivit alors au curateur et au ministère pour avoir des détails sur la mort de son frère et sur la composition de la succession. Il n'obtint point de renseignements sur la mort de son frère.

Une réponse du curateur du 1^{er} septembre 1906 l'avisait que l'actif se montait à 1554 francs et le passif à 794 fr.75 ; sans autres détails.

Une dépêche du ministère, du 18 décembre 1906, l'avisait au contraire qu'il n'y avait rien à toucher et que le solde débiteur se montait à 54 fr.69.

L'héritier, très étonné de ces réponses contradictoires, s'agita. Il croyait que son frère possédait de

sérieuses économies ; il lui avait vu des bijoux de grande valeur ; il voulait avoir le détail des objets inventoriés et vendus et les papiers.

Une dernière lettre du curateur du 26 mars 1907 lui annonça qu'il n'avait point à attendre ces explications qu'on ne lui devait point et que la seule chose qui lui restât à faire était de se mettre en mesure de toucher les 700 francs environ qui lui revenaient.

La factorerie fermée par suite du décès du mandataire n'a pu être remise en marche, un concurrent ayant pris la place dans l'intervalle.

Plus récemment encore, à la Côte d'Ivoire, le directeur d'une importante factorerie mourut. Le curateur se présenta immédiatement pour faire apposer les scellés et fermer l'établissement. On lui objecta qu'un employé principal de la maison, à ce moment en tournée à quelque distance, avait, de par son contrat, procuration pour gérer en l'absence du directeur. Le curateur passa outre et n'en activa que davantage la liquidation. Lorsque l'agent, accouru sitôt informé du fait, revint, il ne restait plus rien de la factorerie ; tout avait été vendu, l'entreprise était ruinée.

Il serait intéressant de savoir le nombre et le genre des réclamations adressées par les héritiers au minis-

tère des colonies. Malheureusement ces réclamations forment des documents quasi confidentiels qui ne peuvent être connus que des parties intéressées et on n'a pu connaître que celles qui ont été ensuite poursuivies en justice ou celles qui ont motivé des sanctions contre les fonctionnaires coupables. C'est ainsi que tel réclamait parce que le curateur avait pu vendre les objets mobiliers qui auraient dû être conservés. Et ceci a une importance considérable. Un homme ayant des instruments de précision pour une valeur considérable pour les besoins de son art mourut en Indo-Chine. Avant que la famille ne fût prévenue, les dits instruments furent vendus comme dispendieux à conserver et produirent à peine 10 0/0 de leur valeur. Un homme avait commandé un objet du prix de cinq cents francs. L'objet arriva dans la colonie après sa mort. Le curateur n'essaya même pas de renvoyer l'objet au vendeur qui était disposé à le reprendre, il paya les cinq cents francs et le vendit pour trente.

On nous a même affirmé que dans une succession laissant un actif considérable et par conséquent où la vente des valeurs mobilières n'était pas nécessaire, on avait vu un curateur envoyer un titre de rente à Paris pour être vendu ; le produit en fut retourné dans la colonie et là reversé à la caisse des dépôts et

consignations pour être ensuite remis aux héritiers en France.

Nous nous contenterons de citer un exemple de ces réclamations qui nous était adressé directement. L'auteur s'en exprimait ainsi : « Il y aurait, en
« amenant une modification des règlements qui
« régissent les successions des morts aux colonies,
« un grand service à rendre aux familles qui ont le
« malheur de perdre quelqu'un des leurs dans ces
« pays éloignés. Je ne suis pas poussé dans mes
« récriminations par l'intérêt matériel mais seule-
« ment par le besoin de manifester contre cet acte
« impie qui dépouille les morts d'objets pouvant
« avoir pour la famille un caractère de souvenir très
« précieux sans avoir aucune valeur marchande ;
« j'estime d'ailleurs que la famille devrait être seule
« à juger de la destination de ces objets. Voici les
« faits :

« Le 30 mars 1906, mon frère, médecin major
« dans le Haut Tonkin, est désigné pour continuer
« ses services à l'hôpital d'Hanoï.

« Le 11 avril, au matin, il prenait passage avec ses
« bagages fermés et bouclés (236 kilos, rapport du
« colonel), et quelques tirailleurs dans le convoi régu-
« lier de l'administration. Le sampan descendait la

« Rivière Claire, un des principaux affluents du Fleuve
« Rouge.

« Le même jour, à midi, le sampan arrive aux rapi-
« des Tac-Moi ; après avoir talonné sur deux roches, il
« reste échoué. Mon frère, seul officier du bord, veut
« se rendre compte de l'accident, se porte à l'avant
« et au moment même où il se penchait, un nou-
« veau choc se produit qui le précipite dans le
« fleuve. Il venait de manger, aussi malgré le cou-
« rage d'un tirailleur qui se jeta à l'eau et réussit
« presque à le sauver, il fut retrouvé le 20 avril
« seulement.

« Le sampan avait continué sa route sans autre
« accident et débarqué à Hanoi les bagages complets
« de mon frère. Sur les entrefaites j'étais prévenu
« par le ministre de la guerre du malheur qui me
« frappait. Immédiatement, je fis des démarches très
« pressantes pour que le corps puisse nous être
« rendu, ainsi que tous les objets ayant appartenu
« au défunt. Cela nous semblait facile car nous ne
« pensions pas à la curatelle. Cependant les bagages
« bien ficelés ne demandaient qu'à être mis sous scel-
« les en attendant la décision de la famille et auraient
« pu nous être expédiés facilement dans l'état où
« ils se trouvaient. Mais pas du tout, nous recevions
« bien vite une circulaire, sans commentaire, sans

« lettre jointe, où nous lisions : « Les produits en
« nature présentant seulement un caractère de sou-
« venir qui n'ont pas été vendus sont dirigés par les
« soins du... etc. »

« Nous recommençons des démarches plus pres-
« santes encore. Le ministère de la guerre reste impas-
« sible, on nous envoie de nouveau la même circu-
« laire, toujours sans un mot, c'est à croire qu'au
« ministère on se rend compte du caractère honteux
« de cette curatelle. Nous télégraphions à Hanoï au
« directeur du service de santé, il nous répond par
« lettre : « Vous manifestez l'intention qu'aucun des
« objets ayant appartenu au défunt ne soit vendu,
« je dois vous faire connaître que le service de
« la curatelle seul a qualité pour s'occuper de tout
« ce qui touche à la succession des militaires morts
« dans les colonies. Les objets offrant un caractère
« de souvenir sont réservés pour la famille, le reste
« est vendu afin d'éviter des frais de transport. »

« N'est-ce pas un peu ironique de voir l'État pren-
« dre la défense des intérêts financiers des familles,
« sans la permission de celles-ci et surtout lorsque
« la famille peut se payer cette satisfaction.

« Enfin la curatelle eut raison de toutes nos démar-
« ches, elle s'empara de la succession, et nous envoya
« quelques objets des plus précieux sans doute et

« dont la valeur est inappréciable à nos yeux.
« Mais le reste, comme le dit M. le directeur du
« service de santé, sans qu'aucun inventaire authen-
« tique nous ait été transmis, sans rien qui nous indi-
« que la composition de ce reste qui devait être assez
« important, car mon frère était un garçon soigneux
« possédant toujours un tas de bibelots, une biblio-
« thèque médicale très importante (il avait acheté en
« 1904 pour 2000 francs de livres), du linge, des
« vêtements, etc., ce reste fut vendu aux enchères
« publiques sur la place de Hanoï, à la fin de juin 1906,
« pour la somme de 349 francs. Bien mieux, un cama-
« rade présent par hasard à cette vente voulut ache-
« ter quelques bibelots pour les rapporter à la mère;
« un haut fonctionnaire l'en dissuada disant que ces
« choses-là ne se faisaient pas, il crut devoir obéir.

« Le curateur n'a fourni aucun inventaire, mais
« seulement un extrait du compte de liquidation
« ainsi conçu :

Direction des troupes coloniales... 4^e bureau.

Montant de la vente des meubles et

effets conservés pour la famille. . .	349 fr. 11
Argent trouvé sur le défunt. . . .	544 fr. 75
Reliquat de solde	203 fr. 40
Total.	<u>1097 fr. 26</u>

« De plus je tiens à signaler un passage de la circulaire envoyée par le ministère: « Ce fonctionnaire ne peut être rendu responsable des manques dont se plaindraient les héritiers lors de l'arrivée en France des colis de la succession. Leur recours ne saurait être accueilli par le département de la guerre. »

« En effet, il faut voir comme tous ces fonctionnaires, curateurs ou autres, se désintéressent de l'intérêt des familles et vous emballent les objets destinés aux héritiers. Tout arrive dans un état lamentable. C'est du vandalisme incohérent.

« Il serait donc désirable, dans le bien des familles, et pour éviter des procédés aussi déplorables, que les successions des militaires morts aux colonies soient d'abord mises sous séquestre, après inventaire, s'il y a lieu, opéré par l'officier d'administration responsable. Ensuite la famille prévenue serait seule juge de la destination à donner à ces objets, à la condition naturellement qu'elle en paye les frais. Si la famille est pauvre et ne peut payer le transport, alors le curateur vendra, et encore l'État devrait être assez humain pour payer le transport dans ces conditions; cela ne ferait pas un bien grand trou dans le budget.

Signé : J. LE M...

« P.-S. — Ce qu'il y a de plus singulier, c'est que
« sortant moi-même du corps de santé de la marine,
« j'y ai conservé beaucoup de camarades à qui j'ai
« parlé de la curatelle, tous ignoraient son existence. »

Les réclamations contre cette institution proviennent aussi de ceux qui, dans les colonies, ont des créances contre le défunt.

Lorsque celui-ci est un fonctionnaire civil ou militaire, seuls les créanciers privilégiés de l'article 2101 sont payés.

Les autres voient leurs factures transmises en France, même si l'actif dans la colonie est suffisant pour les payer, et ils doivent poursuivre le recouvrement de leurs créances en France.

Dans certains cas, même les créanciers privilégiés ne sont pas payés. Le tribunal de Saïgon, dans un jugement du 16 mai 1899, a rejeté la demande d'intérêts moratoires formulée par un sieur Passant et basée sur le préjudice à lui causé par l'envoi à Paris de ses factures dont le service des revues avait refusé le remboursement sur place. Il s'agissait pourtant de créances privilégiées, mais le commissaire aux revues avait refusé le paiement parce que le débiteur était dans la colonie depuis six mois seulement et il pouvait exister d'autres créanciers privilégiés en France.

En présence de toutes ces réclamations, de toutes ces critiques, il faut d'abord en examiner le bien-fondé, et ensuite chercher les remèdes. Aucune institution humaine n'est parfaite, rien donc d'étonnant à ce qu'on trouve des défauts à la curatelle. Lorsque quelqu'un a des intérêts dans une question, il propose souvent des réformes conformes à ses désirs, mais contraires à l'intérêt général. C'est ce que nous devons examiner.

Il serait banal de dire que la curatelle aux biens vacants aux colonies est une institution peu connue et peu étudiée. En France les spécialistes en matière de successions, ceux qu'un héritier ira naturellement charger de poursuivre le recouvrement des biens à lui échus, les notaires ignorent non seulement les détails mais l'existence même de la curatelle. Et ceci est vrai aussi bien des notaires de Paris que de province. On en a cependant signalé un ou deux qui avaient étudié la matière espérant en tirer parti de la façon suivante : à l'affût de toutes les successions vacantes, ils cherchaient les héritiers et les ayant découvert, proposaient à ces héritiers embarrassés dans le maquis de la procédure et des textes pour le recouvrement, de se charger de tout moyennant un forfait. On dit qu'ils en abusèrent et obtinrent parfois plus de 50 0/0.

On croirait qu'aux colonies cette institution est mieux connue et que tout colon soucieux de ses affaires sait ce qu'il adviendra de ses biens après sa mort. Il n'aurait alors, s'il craint que ses héritiers n'aient à souffrir de curatelle, qu'à désigner par testament un exécuteur testamentaire qui écartera le curateur. Il ignore la curatelle et est vraiment excusable puisque les receveurs de l'enregistrement qui sont chargés de ce service l'ignorent parfois eux-mêmes. Les inspecteurs des colonies dans leurs tournées ont trouvé plusieurs fois des receveurs ayant administré des biens et qui ignoraient l'existence du décret de 1855 sur la matière. Combien d'autres ignorent les détails. La convoitise des curateurs est éveillée par les remises à percevoir sur les valeurs qu'ils administrent. Ils mettent une âpreté toute particulière à se mettre en possession immédiate des biens sitôt que le propriétaire s'absente. Si le mandataire dans une factorerie vient à décéder les scellés sont immédiatement apposés. Le curateur s'empresse de vendre tout ce qu'il peut, souvent sans examen. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour d'appel de l'Indo-Chine du 18 janvier 1905 condamna un curateur pour avoir mis trop d'empressement à vendre les meubles :

« Attendu que si au jour du décès du sieur Bous-

« quet, mandataire de la veuve Frêche alors absente
« de la colonie, le sieur Grison, ès-qualités, a pu vala-
« blement considérer comme vacants les biens de
« cette dame, il est néanmoins certain qu'en liquidant
« ces biens avec une précipitation injustifiée en l'es-
« pèce, ledit sieur Grison a commis une faute qui
« doit être d'autant plus sévèrement appréciée que
« la gestion du curateur est salariée ;

« Que rien ne l'autorisait à prendre une sembla-
« ble mesure ;

« Qu'en l'absence de tout renseignement précis
« sur les véritables intentions de la dame Frêche, le
« curateur devait strictement se borner à adminis-
« trer les biens par lui appréhendés ;

« Attendu qu'il ne peut être sérieusement soutenu
« que le mobilier et les marchandises constituant le
« fonds de commerce de la dame veuve Frêche
« étaient susceptibles de dépérir ou dispendieux à
« conserver ; qu'il est constant qu'en dehors de
« quelques barriques de vin et d'une faible quantité
« de denrées sujettes à dépérissement, le surplus
« des marchandises se composait de conserves et de
« caisses de bière ou de liqueurs qu'il était possible
« de conserver ;

« Attendu que parmi les marchandises existant
« en magasin, une partie avait été donnée en consi-

« gnation par d'autres maisons et que ces marchan-
« dises ne pouvaient en aucun cas être vendues ;

« Attendu qu'il n'est point téméraire de penser que
« si le sieur Grison, ès qualités, avait procédé à un
« examen plus minutieux et moins hâtif des livres
« et papiers commerciaux de la dame Frèche, sa ges-
« tion eût été autre que celle qui lui est aujourd'hui
« imputée à faute ;... etc. »

On ne tient pas compte de la présence d'un employé principal, qui avait toute la confiance du patron et qui pouvait bien continuer la gestion pendant la vacance. S'il ne peut présenter un testament ou un acte authentique lui déléguant les pouvoirs il est aussitôt écarté. La surveillance est pourtant fortement organisée ; malheureusement elle ne s'exerce pas sur le droit du curateur à se mettre en possession.

On ne tient pas davantage compte de la présence d'un associé. Le co-associé a pu mourir en Europe, son partenaire qui avait peut-être été toujours chargé de la gestion dans la colonie doit interrompre immédiatement ses opérations. On ne lui donne pas le temps d'obtenir le consentement des héritiers pour la continuation de la société.

Il faut fermer, le curateur fait apposer les scellés de suite.

Le curateur est surveillé par le procureur général (article 36 du décret de 1855) : Le procureur général et le procureur impérial « sont spécialement
« chargés de la surveillance de la curatelle. A cet
« effet, ils peuvent se faire représenter sur récépissé
« toutes pièces et tous registres et se transporter au
« besoin dans les bureaux du curateur et s'y livrer
« à toutes les investigations qu'ils jugent convenables. »

Le procureur général ayant un rôle très vaste aux colonies ne peut s'en charger et délègue naturellement le contrôle aux procureurs de la République. Le procureur général est toujours un magistrat de grande valeur. Malheureusement il n'en est pas toujours ainsi avec les procureurs de la République. Le recrutement de la magistrature aux colonies ne fut pas toujours sans reproche et parfois, souvent même le procureur ne connaissait pas suffisamment la matière ou ne montrait pas une activité suffisante dans la répression des abus et des négligences. Nous n'irons certes pas jusqu'à dire qu'aucun ait jamais fermé volontairement les yeux mais le contrôle du procureur était faible.

Ce premier contrôle étant presque nul, celui du tribunal chargé de l'apurement des comptes l'est fatalement puisque le jugement d'homologation est

rendu sur les conclusions du ministère public. Il y a bien un juge chargé d'un rapport. Mais on lit dans le commentaire qui constitue l'instruction du 25 juillet 1855 : « Les fonctions de rapporteur exigent un « magistrat expérimenté. Il a été apporté dans le « passé de regrettables négligences dans ces fonctions et des curateurs y ont peut-être trouvé « un abri illicite pour leur responsabilité. » Les choses peuvent avoir changé depuis, mais généralement il ne suffit pas de signaler un mal pour qu'il disparaisse. De plus quels sont les éléments que le rapporteur a en main ? Le rapport dressé par l'agent vérificateur du service. Mais ce rapport constate surtout la régularité des registres tenus et ne recherche pas si le curateur était bien en droit de se mettre en possession. La gestion du curateur ainsi approuvée reçoit une consécration quasi inattaquable. Pour la faire tomber, il faudra désormais s'inscrire en faux contre le jugement et c'est une épreuve que bien peu tenteront.

Reste le contrôle de l'Administration centrale du ministère des colonies. Ici nous trouvons encore que le contrôle pêche par suite de l'ignorance de ceux qui en sont chargés. Cela tient à l'organisation même du ministère des colonies. Ce ministère détaché d'abord du ministère de la marine comme sous-

secrétariat d'État, fut considéré à l'origine comme ayant besoin de peu de fonctionnaires et doté de crédits peu élevés. Obligé par suite du développement des colonies et de leur activité croissante d'augmenter ses services et son personnel, il ne put obtenir des crédits suffisants et fut obligé d'user du stratagème suivant : les administrateurs coloniaux en congé sont détachés au ministère des colonies et font le service sans obtenir pour cela un supplément de solde. Ils le font volontiers pour prendre contact. Mais ces fonctionnaires restent peu de temps et sont remplacés en moyenne tous les six mois. Ils sont toujours neufs et se bornent à faire le strict nécessaire. Prévenus qu'une succession est ouverte ils prennent l'imprimé spécial et l'envoient à la famille. Lorsqu'ils reçoivent les états que le curateur est tenu de fournir périodiquement, leur rôle se borne à vérifier si le jugement d'apurement a été rendu et les formalités observées. Lorsqu'un héritier réclamera, on lui opposera le jugement.

La famille n'est jamais consultée lorsqu'il s'agit de décider quels meubles seront conservés. C'est le commissaire aux revues qui décide de cela souverainement en matière de successions de fonctionnaires. C'est le curateur, approuvé par le juge pour les

successions ordinaires. Il y a là, outre les intérêts lésés des considérations d'humanité dont il faut tenir compte.

On ne fournit aux héritiers aucun moyen de contrôle sur la gestion du curateur. On se borne à leur dire : la vente des meubles a produit tant, sans leur donner l'énumération des objets vendus, des prélèvements faits pour frais de vente, etc. Ces ventes étant faites généralement à bas prix, les héritiers peuvent croire que si le produit est peu élevé c'est que des meubles ont été détournés et l'honneur du curateur est mis en doute.

Il n'en va pas quelquefois sans un certain détriment pour l'Administration elle-même. Les receveurs de l'enregistrement, comme on l'a si bien dit, touchent des appointements pour lesquels ils doivent tous leurs services à l'État. Le service de la curatelle détourne souvent leur activité au point de l'absorber complètement. On a vu des receveurs tellement occupés par la curatelle qu'ils négligeaient absolument l'enregistrement ou laissaient le soin de gérer leurs bureaux à des employés subalternes. Outre les successions et les biens réellement vacants, ils acceptaient de continuer les opérations d'un commerçant qui désirait prendre un congé en France. C'est ainsi qu'on vit un curateur gérer pendant de

longues périodes des immeubles en l'absence du propriétaire. Il s'occupait des loyers, touchait les termes, faisait les réparations. Un autre receveur continuait une entreprise de peinture. Les propriétaires, partant en congé, trouvaient dans les curateurs des gérants peu onéreux et offrant des garanties sérieuses. L'Administration dut sévir et désormais on met l'absent en demeure de se choisir un mandataire dans un certain délai.

CONCLUSION

Bien des remèdes ont été proposés à tous ces maux. Le plus souvent préconisé est le retour au droit commun. C'est celui que nous avons vu réclamer par la presse, par les commerçants. On en parlait déjà en 1855, puisque la circulaire ministérielle adressée aux gouverneurs à l'occasion du décret du 27 janvier 1855 déclare qu'on n'a pas voulu remettre le principe en discussion de peur de voir écarter tout régime exceptionnel pour les colonies.

Le ministre s'exprime ainsi : « Dans les anciens
« travaux préparatoires dont on s'était occupé depuis
« plus de vingt ans, on avait embrassé la refonte de
« l'ensemble de la législation sur les successions
« vacantes. On n'a pas jugé convenable, en dernier
« lieu, d'étendre aussi loin le cercle des matières aux-

« quelles s'applique l'acte qu'il s'agissait de préparer.
« Aborder les principes fondamentaux de la législa-
« tion, c'était évidemment mettre en question ces
« principes eux-mêmes. Il a été reconnu qu'un
« régime exceptionnel pour les colonies pouvait être
« nécessaire ; on n'a pas voulu revenir sur ce point
« et s'exposer à voir éliminer sous l'influence d'une
« préoccupation peut-être exagérée d'assimilation
« avec le régime métropolitain, certaines disposi-
« tions contre lesquelles jamais aucune réclamation
« n'a été sérieusement élevée... »

Lors d'une récente enquête sur les successions des fonctionnaires, cette opinion fut présentée à la commission chargée de l'étude par M. Moulin, dont la compétence en ces matières est connue au ministère des colonies. Par extraordinaire ce distingué fonctionnaire resta pendant huit années de suite à la tête de ce service.

(Qu'on nous permette de lui rendre ici un hommage public pour sa complaisance à mettre à notre disposition ses hautes connaissances de la matière et les résultats de son expérience.)

Mais après un examen très long son avis fut repoussé et on dut discuter sur les anciennes bases.

Tous se basent sur ce que la situation n'est plus la même qu'en 1781 ou même qu'en 1855. Le télégra-

phe et la vapeur ont supprimé les distances. Nos colonies d'Afrique sont à quelques jours de la métropole. Il existe des services fréquents de transport pour tous les points du globe. Même pour nos colonies d'Océanie, on est loin du temps où un seul bateau assurait la communication et mettait dix-huit mois à faire son tour. La population européenne a augmenté. Il existe dans beaucoup de colonies des notaires, des avoués ou des fonctionnaires en tenant lieu. Des tribunaux européens ont été créés en grand nombre. On a de plus en plus assimilé les colonies à la métropole. Quelles sont donc ces règles de droit commun métropolitain qu'on propose d'appliquer aux colonies ?

La matière est régie en France par les articles 811 à 814 du Code Civil, et par les articles 998 à 1002 du Code de Procédure civile.

Lorsque, après l'expiration des délais pour faire inventaire et délibérer, il ne se présente personne qui réclame une succession, qu'il n'y a pas d'héritier connu, ou que les héritiers connus y ont renoncé cette succession est réputée vacante. Elle est pourvue d'un curateur conformément à l'article 812 du Code Civil. Le tribunal de 1^{er} instance du lieu dans lequel la succession s'est ouverte, nomme un curateur sur la demande des personnes intéressées ou

sur la réquisition du procureur de la République. Le curateur ne peut jamais tenir ses pouvoirs que de la Justice. Les parties intéressées sont ici les créanciers du défunt, ses co-propriétaires, ses légataires à titre universel ou particulier, ses débiteurs, le conjoint survivant, les personnes prétendant un droit réel sur la succession, les nu-propriétaires des biens dont le défunt avait l'usufruit.

L'instruction du 15 juin 1878 observe que les curateurs doivent présenter toutes les garanties désirables de moralité ; des agents d'affaire spéciaux se chargent de cela.

Le curateur fait alors dresser inventaire, il réalise l'actif et acquitte le passif.

Cette législation pourrait peut-être être appliquée aux colonies mais non sans quelques modifications, car il faut reconnaître que les conditions ne sont pas identiques.

En France le curateur n'intervient dans une succession que lorsqu'il n'y a pas d'héritiers connus acceptant la succession et il n'intervient qu'au bout d'un certain temps. Dans le plus grand nombre de cas, au contraire, le curateur colonial administre et liquide des biens dont il connaît les héritiers ou les ayant-droit. Il y aura toujours des cas, surtout lorsqu'il s'agit de petites successions, où les héritiers ne

voudront pas se déranger pour venir les recueillir et seront embarrassés pour trouver un mandataire.

En France, il a pu se constituer auprès de chaque tribunal, un corps d'experts honorables à qui la Justice confie la liquidation.

Les tribunaux ont un ressort peu étendu et sont si nombreux qu'on parle d'en supprimer. Ils peuvent donc exercer facilement une surveillance effective.

Il n'en est pas de même aux colonies où les tribunaux ont encore un ressort très étendu. Au Dahomey, à la Côte d'Ivoire, en Guinée, il n'existe qu'un seul tribunal pour chaque colonie. Les administrateurs qui remplissent dans l'intérieur certaines fonctions judiciaires, ont, eux-mêmes, à gouverner des districts fort étendus. Il n'existe point naturellement d'experts liquidateurs et il serait parfois embarrassant de trouver un curateur convenable.

Ces raisons doivent nous faire sérieusement hésiter à introduire dans nos colonies le droit commun métropolitain. Il devrait être presque complètement transformé et ce serait toujours une législation spéciale.

Il vaut mieux, semble-t-il, conserver un régime spécial de curatelle coloniale. Tout n'est pas mauvais dans ce régime ; en le modifiant sur tous les points qui prêtent à la critique, en le rajeunissant

un peu, on pourrait le rendre très présentable. Mais, répétons-le, une réforme urgente s'impose.

Il faudra d'abord unifier la législation. On abrogera tous les anciens textes et on présentera dans un texte unique, d'une façon claire et précise la réglementation complète de la matière applicable dans toutes les colonies.

On unifiera aussi dans un autre sens, en soumettant les fonctionnaires civils et militaires aux mêmes règles que les colons.

Dès 1883, le gouvernement de la Cochinchine avait demandé que les successions des fonctionnaires et agents civils fussent remises au curateur ; le département refusa d'entrer dans cette voie ;

« Vous m'avez signalé l'opportunité qu'il y aurait, « d'après vous, à confier à la direction de l'intérieur « la gestion des successions des fonctionnaires et « agents civils... La Cochinchine étant d'ailleurs la « seule colonie qui réclame cette modification, je ne « crois pas devoir créer une législation contraire à « celle qui existe dans toutes les autres colonies, « laquelle n'a provoqué jusqu'ici aucune critique. » (Dépêche ministérielle du 4 Janvier 1884.)

Quelques années plus tard, le ministre remarquait que, dans certaines colonies, la modification réclamée par la Cochinchine avait été opérée, sans qu'il

en eût été informé ; une circulaire du 30 avril 1890 rappelle aux gouverneurs « qu'il ne peut être fait « d'exceptions à la règle imposée par l'article 25 du « décret de 1855 que dans certains cas peu nombreux : « quand la succession doit soutenir un procès, ou « lorsqu'il s'agit de gérer ou de vendre des immeu- « bles, en un mot, lorsque la succession présente « une liquidation longue et difficile. »

Cette réforme s'impose aujourd'hui et elle aura l'avantage de supprimer les discussions sur les cas d'intervention du curateur.

On diminuera les pouvoirs du curateur. Il devra, sinon demander l'envoi en possession, du moins faire valider la prise de possession par le tribunal dans le plus bref délai.

La catégorie des meubles susceptibles de dépérir et dispendieux à conserver sera strictement limitée.

Pour la vente des meubles, les héritiers ou ayant-droit seront consultés et obéis sauf en cas d'insuffisance d'actif. Il est bon que les dettes puissent être payées ainsi sur place. C'est peut-être le grand avantage de la curatelle coloniale de permettre de liquider ainsi l'actif et le passif d'une succession au lieu même de l'ouverture.

Nous ne verrions pas d'inconvénients, sauf en cas d'insuffisance d'actif, à admettre l'intervention d'un

mandataire partiel. Le défunt possédait des meubles et en outre, des immeubles dont la liquidation sera longue et difficile.

Un ami du défunt, trop occupé par ses propres affaires ou incompetent en ces matières, ne voudrait pas accepter un mandat pour la succession totale. Les héritiers pourraient alors le charger seulement de recevoir les immeubles en nature pour les faire parvenir ou les vendre suivant les cas.

En matière de biens vacants on fixera avec exactitude les cas qui donnent lieu à intervention du curateur. Dans certains cas, et en particulier en cas de décès du mandataire dirigeant une maison de commerce, lorsqu'il restera un personnel suffisant, on surseoira à l'apposition des scellés pendant le temps nécessaire au propriétaire pour nommer un nouveau mandataire. De cette façon la maison de commerce ne sera pas fermée et pourra continuer ses opérations. On donnera également des délais au co-associé pour s'entendre avec les héritiers.

En un mot on veillera à ce que les curateurs n'agissent que dans les limites du strict nécessaire. Avec une législation claire et précise, chacun sera prévenu de ce qu'il adviendra de ses biens après sa mort, et nul ne pourra s'en prendre à l'Administration de ce que le défunt a négligé de faire un testament ou de

prendre les mesures pour assurer la conservation de ses biens après sa disparition.

Les fonctionnaires¹ se plaindront sans doute de n'être plus favorisés. Actuellement le commissaire aux revues fait gratuitement la libération définitive des fonds et les dettes n'étant pas payées sur place tendent à diminuer, comme toutes les choses lorsqu'elles sont vues de loin.

Si l'État tient à favoriser les fonctionnaires, il en trouvera facilement l'occasion, notamment à propos du transport des meubles en France, comme il est indiqué dans une réclamation.

L'État en veine de générosité, pourrait peut-être étendre ses largesses jusqu'à augmenter les délais de la prescription en matière de successions coloniales au delà de trente ans. M. Pierret cite à cette occasion l'exemple de la Hollande.

Les Hollandais ont organisé dans leurs colonies des Indes des Chambres d'orphelins et de successions chargées, en ce qui concerne les Européens et assimilés :

- 1° De défendre les intérêts des mineurs dans toutes les successions ouvertes aux Indes ;
- 2° D'administrer les successions en déshérence ;
- 3°
- 4° Gérer les biens des absents.

Il existe cinq de ces Chambres ; elles sont placées sous le contrôle des cours de justice et justiciables de la Cour des Comptes.

Chaque chambre a en outre des agents dans les différentes localités. La succession est gérée indéfiniment par le gouvernement jusqu'à ce qu'il se présente un ayant droit. On a pu lire dernièrement dans les journaux qu'une succession très élevée venait d'être réclamée à l'Administration des Indes Néerlandaises, par des Français qui prétendent descendre du colon auquel appartenaient ces richesses. Celui-ci est mort au XVIII^e siècle ! Malgré la conquête de Java par les Anglais dans la période intermédiaire, le gouvernement Hollandais n'hésitera pas à faire droit aux réclamations des héritiers s'ils justifient de leur qualité.

En terminant ce travail nous croyons devoir citer la dernière page de l'ouvrage de M. Boudillon, pour traduire des idées d'un ordre tout à fait différent, à la vérité, et nullement technique, mais qui n'en paraissent pas moins dignes de retenir l'attention.

« Le souci de remplir exactement le mandat imposé par la loi ne doit pas faire perdre de vue au curateur le sentiment du rôle de confident obligé qui lui est dévolu.

« Placé sans cesse en présence de deuil nouveau,

« le fonctionnaire doit se souvenir qu'il est homme
« et compatir à la douleur humaine ; aussi son devoir
« est-il de s'efforcer¹ de rendre moins sensible aux
« absents la triste situation qui les oblige à recevoir
« d'une main étrangère tout de qui reste d'un être
« cher. Ainsi donc, à côté de la probité et de l'inté-
« grité indispensables dans toutes les fonctions publi-
« ques, il est d'autres obligations essentielles que les
« agents ne sauraient oublier ; au premier rang se
« place la discrétion dans les relations, la délica-
« tesse des procédés, le respect scrupuleux des inten-
« tions du défunt, et des vœux des parents absents.
« Envisagé sous cet aspect, le rôle du curateur ne
« peut assurément pas être enfermé dans les termes
« de formules précises ; les qualités personnelles de
« l'homme garantissent seules le parfait accomplis-
« sement de la tâche. »

Vu : le Président de la thèse,
LESEUR

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- A. BOUDILLON. — Traité de la curatelle coloniale aux successions et biens vacants.
Codification des actes qui règlent le service de la curatelle aux successions et biens vacants à la Martinique.
DEJEAN DE LA BATIE. — Précis des successions coloniales.
DELABARRE DE NANTEUIL. — Législation de l'île de la Réunion.
P. NICOLAS. — Aide-mémoire pour les successions du personnel des colonies.
G. PIERRET. — La législation coloniale des successions vacantes.
Recueil des dispositions législatives et des règlements sur les successions et biens vacants en vigueur à la Guadeloupe.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	5
CHAPITRE I. — Principes généraux de la curatelle coloniale.	17
CHAPITRE II. — Critique de la curatelle.	46
CONCLUSION.	73
BIBLIOGRAPHIE.	85

